

Palestine 2023 : de la commémoration de la Nakba au génocide

dimanche 28 janvier 2024, par [TUAILLON Anne](#) (Date de rédaction antérieure : 25 janvier 2024).

L'Association France Palestine Solidarité (AFPS) compte près de 5 000 adhérentEs. Ses objectifs ? Faire connaître la situation des PalestinienNEs, dénoncer concrètement la réalité de l'occupation de leur territoire et agir. Conférences, accueils de groupes de PalestinienNEs, parrainages, voyages en Palestine, manifestations, actions de boycott dans le cadre de la campagne BDS, telles sont ses actions. Lors de son congrès (décembre 2023), l'AFPS a élu une nouvelle présidente, Anne Tuillon, jeune retraitée de l'Éducation nationale, femme dynamique et très politique. Elle nous livre son analyse politique.

Sommaire

- [De l'apartheid](#)
- [Jusqu'au génocide](#)

L'année 1947 devrait être rappelée sans cesse : les massacres, les villes et villages détruits, les 800 000 PalestinienNEs chassés par la terreur, les terres volées, la construction d'un État colonial avec des bases législatives visant toutes la dépossession des PalestinienNEs de leurs terres et de leurs biens, la construction d'un régime de domination et d'oppression du peuple palestinien dans son ensemble, qu'il se trouve en Israël même, en exil ou dans les camps de réfugiéEs, en territoire occupé — Cisjordanie, Jérusalem-Est ou Gaza. Ce régime d'oppression et de domination correspond en tout point à la définition juridique de l'apartheid. Israël a mis en place ce régime d'apartheid non pas comme une fin en soi mais dans le but de parvenir à son objectif initial : un État exclusivement juif, de la Méditerranée au Jourdain, débarrassé de ses habitantEs palestinienNEs. L'apartheid israélien est l'outil du colonialisme de peuplement sioniste, d'un colonialisme de remplacement.

De l'apartheid

Ce colonialisme de peuplement/remplacement n'a jamais cessé mais il a connu des périodes d'accélération, et les neuf premiers mois de 2023 ont été assez terribles, avec l'arrivée à la tête d'Israël d'un gouvernement raciste, suprémaciste, de droite extrême.

Au gouvernement, Smotrich et Ben Gvir ne cessent d'affirmer leur objectif d'un Grand Israël, des textes législatifs font quasiment de la zone C [Cisjordanie et Jérusalem-Est, NDLR] un territoire annexé. Sur le terrain, les avant-postes (nouvelles colonies) s'installent sous la protection de l'armée d'occupation et les colons extrémistes multiplient les agressions selon une stratégie éprouvée : rendre la vie des PalestinienNEs impossible jusqu'à ce qu'ils partent et ensuite s'installer sur leurs terres. Particulièrement visés les plus fragiles, les plus isolés et ceux possédant le plus de terres : les communautés bédouines à l'Est de Jérusalem, entre Ramallah et Jéricho, dans la vallée du Jourdain. Mais aussi le secteur de Masafer Yatta où, malgré des décennies de résistance et de bataille juridique, les 1 300 habitantEs de ce vaste territoire au sud d'Hébron ont vu leur terre transformée

en zone de tir avec son lot d'agressions de colons, de destructions et évacuations par l'armée. N'oublions pas Jérusalem, les expulsions, les destructions, les arrestations. N'oublions pas non plus Israël avec des lieux emblématique de la Nakba qui continue, comme le désert du Naqab (Néguev) et particulièrement le village d'Al Araqib détruit 222 fois.

En même temps, une répression terrible s'abat sur tous les foyers de résistances et en particulier là où la résistance armée se réorganisait depuis quelque temps : les camps de réfugiés dont celui de Jénine, ceux de Balata, Nour Sham, Aqabat Jabr, la ville de Naplouse. Des dizaines d'assassinats, des centaines d'arrestations. L'objectif : décapiter et tuer dans l'œuf la résistance armée. Depuis le 7 octobre, les raids dans les camps de réfugiés sont quotidiens, destructeurs et meurtriers.

Cela met en évidence un autre point : depuis le 7 octobre, c'est d'une agression d'Israël contre tout le peuple palestinien qu'il s'agit, à Gaza certes, mais aussi en Cisjordanie, dans les camps de réfugiés, en Israël et dans les prisons.

En Cisjordanie, trois mois après le 7 octobre, 339 Palestiniens assassinés, dont 88 enfants, 4 197 blessés, 8 800 prisonniers dont 3 000 en détention administrative et 7 morts de mauvais traitements.

Jusqu'au génocide

Dès le 7 octobre, les propos sans ambiguïté des ministres du gouvernement de Netanyahu ne laissent aucun doute sur leurs intentions : quand on décide de priver une population de plus de deux millions d'habitants d'eau, de nourriture, de moyens de faire fonctionner les hôpitaux, les boulangeries, les usines de désalinisation, c'est bien avec l'intention de la priver de tout moyen de survie.

À Gaza, par la volonté d'Israël, on ne meurt pas seulement des bombardements massifs ciblant délibérément des civils — 24 100 assassinats dont 10 300 enfants — on meurt de ne pouvoir boire, manger, se soigner.

Cela avec la complicité de celles et ceux qui ont donné à Israël un permis de massacrer en lui affirmant leur soutien inconditionnel et en déclarant qu'Israël a « le droit de se défendre ». À Gaza, Israël détruit non seulement des vies, Israël détruit tout ce qui permet de faire société, détruit la mémoire d'un peuple, ses bâtiments publics. Plus de 250 000 habitations totalement ou partiellement détruites, et 85 % de la population déplacée vit en totale insécurité.

Ce qui est apparu dès les premiers jours comme une deuxième Nakba — le déplacement imposé par la terreur de centaines de milliers de personnes, puis de près de 2 millions — a pris très rapidement la tournure d'un génocide. Le génocide est un crime. En droit, il s'agit « d'actes commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux ». Parmi ces actes, « le meurtre des membres du groupe », « la soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ». Pour que le génocide soit avéré, il faut que l'intention de destruction soit prouvée. Des universitaires, des diplomates, des ONG de défense des droits humains ont assez rapidement noté que les déclarations de membres du gouvernement démontraient cette intention.

Face à tout cela, plus de trois mois après le déclenchement de cette horreur, rien n'a été fait par la communauté internationale pour imposer à Israël le cessez-le-feu qui permette l'arrêt du massacre, de l'apocalypse. Pire, en France, dans un premier temps, le gouvernement a tenté d'empêcher la solidarité avec le peuple palestinien de s'exprimer.

Ces États qui ont su prendre en quelques jours des sanctions contre la Russie refusent toujours d'arrêter Israël dans son entreprise génocidaire, ils en porteront la responsabilité devant l'Histoire et devant les juridictions internationales.

Les Palestiniens résistent depuis 75 ans à la colonisation, à l'occupation, à l'apartheid et au génocide en cours. Cette résistance, et leur capacité de résilience font qu'ils et elles sont toujours là, debout, en tant que peuple. Nous avons la certitude que seule la poursuite de la mobilisation du mouvement de solidarité peut imposer la fin de l'impunité d'Israël et l'égalité des droits pour toutes et tous entre Méditerranée et Jourdain. C'est à cette condition que le peuple palestinien pourra, comme les autres peuples, faire valoir son droit à l'autodétermination.

Anne Tuillon



P.-S.

- Hebdo L'Anticapitaliste - 692 (25/01/2024). Publié le Jeudi 25 janvier 2024 à 19h00 : <https://lanticapitaliste.org/opinions/international/palestine-2023-de-la-commemoration-de-la-nakba-a-u-genocide>
- Anne Tuillon est présidente de l'AFPS.